

A/C.3/44/WG.1/CRP.4

6 juin 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Quarante-quatrième session
TROISIEME COMMISSION
Groupe de travail I
Point 12 de la liste préliminaire*

UN LIBRARY

JUN 7 1989

UN/SA COLLECTION

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de convention internationale sur la protection des droits
de tous les travailleurs migrants et de leur famille

Propositions concernant l'article 50

A. Nouvelle proposition présentée par le Portugal

1. Dans tous les cas où une telle autorisation n'est pas donnée par ailleurs, l'Etat d'emploi envisage favorablement, en cas de décès d'un travailleur migrant, de divorce ou de séparation conformément au droit applicable, de donner aux membres de la famille dudit travailleur migrant qui sont pourvus de documents ou en situation régulière dans l'Etat d'emploi l'autorisation de demeurer et/ou de travailler dans ledit Etat, en tenant compte en particulier du temps qu'ils y ont déjà passé.

2. Si cette autorisation ne leur est pas accordée, les membres de la famille disposent, avant leur départ, d'un délai raisonnable pour régler leurs affaires dans l'Etat d'emploi.

B. Nouvelle proposition présentée par la République fédérale d'Allemagne

En cas de décès d'un travailleur migrant autorisé à demeurer de façon permanente dans l'Etat d'emploi ainsi qu'en cas de divorce ou de séparation légale conformément au droit applicable, l'Etat d'emploi envisage favorablement d'accorder aux membres de la famille dudit travailleur migrant qui se trouvent légalement sur son territoire depuis une période prescrite ou qui y sont nés l'autorisation d'y

* A/44/50/Rev.1.

demeurer. L'octroi de cette autorisation peut être subordonné à la condition que les personnes en question soient à même de subvenir à leurs besoins sans avoir recours à l'assistance sociale de l'Etat d'emploi. Si cette autorisation n'est pas accordée, les membres de la famille disposent avant leur départ d'un délai raisonnable pour régler leurs affaires dans l'Etat d'emploi.
